



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lille

ACCORD CADRE

MAINTENANCE DES MATÉRIELS DE LAVAGE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence de la consultation :

25.B du 20/01/2025

Procédure de passation : appel d'offres ouvert

Table des matières

PREAMBULE.....	3
Article 1 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	3
Article 2 – DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	3
2.1 Définition et objectifs	3
2.2 Prestations dues au titre de la maintenance préventive	3
2.3 Horaires des interventions de maintenance préventive et fréquence	4
Article 3 – DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	5
3.1 Définition et objectifs	5
3.2 Prestations dues au titre de la maintenance corrective	5
3.3 Horaires des interventions de maintenance corrective	6
3.4 Etablissement d'un devis par le titulaire	6
3.5 Délai.....	7
Article 4 – MODALITES D'EXECUTION	8
4.1 Phase préalable à l'exécution.....	8
4.2 Documents à remettre	8
4.3 Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO)	10
4.4 Provenance et qualité des fournitures	10
Article 5 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
5.1 Modifications et ajouts de prestation(s) en cours d'exécution	11
5.2 Remplacement de matériels par l'acheteur.....	11
5.3 Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout à l'initiative du titulaire	11
5.4 Modalités de mise en œuvre de la modification / du remplacement à l'initiative de l'acheteur	12
Article 6 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.	12

PREAMBULE

Le présent C.C.T.P. concerne la maintenance préventive et corrective des matériels de lavage au sein des établissements gérés par le Crous de Lille.

La description du matériel en place est donnée à titre indicatif, la liste exacte est celle mise à jour lors de la mise au point du marché. L'offre remise s'entend donc pour l'ensemble des équipements de laverie. Ne sont pas concernés les systèmes d'adoucissement de l'eau (adoucisseur, finisseur).

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des installations dont il doit assurer la maintenance. Le titulaire ne pourra arguer d'un manque d'informations ou d'insuffisance de connaissance des installations pour formuler des réserves ou retarder la prise en charge ou prétendre à une quelconque majoration.

Article 1 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR

D'une manière générale, pour garantir le confort et la sécurité des utilisateurs, les fournitures, et l'exécution des installations seront conformes à tous les impératifs d'hygiène et aux règlements en vigueur : les lois, décrets, arrêtés, normes homologuées en France (N.F. et E.N) ou en Europe (C.E.) et aux guides ou spécifications techniques.

Article 2 – DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

2.1 Définition et objectifs

La maintenance préventive a pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation des équipements et installations. Son but est de maintenir les performances des équipements de manière à en limiter les périodes de mise hors service au minimum à la fois en durée, en étendue et d'en augmenter la durée de vie.

2.2 Prestations dues au titre de la maintenance préventive

Les prestations dues au titre de la maintenance préventive comprennent toutes les opérations permettant au titulaire de contrôler sur place le fonctionnement de l'ensemble des installations et de procéder dans les règles de l'art à tous les contrôles, essais, réglages et actions préventives jugées nécessaires au bon fonctionnement des installations. Sont ainsi inclus dans ces prestations les frais de déplacement du titulaire et le coût de la main d'œuvre.

Ces prestations sont :

- Toutes les visites et opérations réalisées au titre de la maintenance préventive ;
- Les entretiens et les remplacements de l'ensemble des pièces de rechange d'une valeur unitaire inférieure à 150 € H.T. ;
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité notamment de l'hygiène alimentaire, des personnes, des biens ou portant atteinte au bon fonctionnement des équipements.

Au titre de la maintenance préventive, le titulaire procède aux opérations figurant ci-dessous (liste non exhaustive). En tout état de cause, le titulaire en tant que professionnel, est tenu de se conformer *a minima* à la réglementation liée à la maintenance préventive des matériels de cuisine professionnels (Code de l'environnement, normes, ...) ainsi qu'aux règles de l'état de l'art de sa profession. A ce titre, les opérations ci-dessous doivent être complétées et mises à jour pour chacun des matériels :

- Analyse de la qualité de l'eau,
- Contrôle de la carrosserie, des rideaux de séparation des zones et des filtres,
- Contrôle des organes des points d'accès à la machine, contrôle de l'étanchéité,
- Contrôle de l'état du convoyeur,
- Contrôle de l'alimentation en eau sous pression,
- Vérification et nettoyage de l'ensemble des rampes, bras de lavage et buses de pulvérisation,
- Vérification, nettoyage et détartrage des épingles électriques,
- Vérification des connexions électriques,
- Contrôle des organes de régulation et de chauffe,
- Contrôle des sécurités moteur, de fin de course, des arrêts d'urgence,
- Contrôle du condenseur à buées,
- Contrôle des températures des différentes zones de fonctionnement,
- Remplacement autant que de besoin des ampoules et voyants,
- Contrôle de la tension des chaînes et graissage des convoyeurs,
- Contrôle de la tension et de la qualité des cordes,
- Contrôle du niveau d'huile des réducteurs,
- Contrôle des roulements et cardans,
- Graissage des paliers et engrenages.

2.3 Horaires des interventions de maintenance préventive et fréquence

Par dérogation à l'article 32.2.1 du C.C.A.G. /F.C.S., les visites de maintenance préventive s'effectuent du lundi au vendredi inclus en heures ouvrées sur une période allant prioritairement de juin à début septembre.

Toute demande de visite préventive en dehors de cette plage horaire doit faire l'objet d'un accord préalable du bénéficiaire.

Les visites commencées pendant les heures précisées ci-dessus et qui sont poursuivies après la fin de cet horaire ne donnent lieu à aucun surcoût éventuel.

La périodicité des visites indiquées à l'article 7.4.2 du C.C.A.P. est donnée à titre indicative. En vertu du devoir de conseil qui lie le futur titulaire, en tant que professionnel, cette fréquence peut être modifiée à tout moment pour être conforme aux règles de l'art par avenant.

Article 3 – DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

3.1 Définition et objectifs

La maintenance corrective a pour but la remise en état des matériels et équipements, consécutive à une défaillance de fonctionnement et / ou une dégradation d'une ou plusieurs de leurs fonctions, pour leur permettre d'accomplir les fonctions requises.

De ce fait, les opérations de maintenance corrective n'ont lieu qu'après demande d'intervention émise par le bénéficiaire ou acceptation de celle-ci par le bénéficiaire (cas d'interventions soumise à l'établissement préalable d'un devis – voir article [3.4](#)), sauf cas d'urgence.

La maintenance corrective a pour objet de maintenir en état de fonctionnement les matériels et équipements, par réparation ou remplacement – même nécessité par l'usure normale – de toute pièces ou tout appareil défectueux, par des pièces ou des appareils neufs ou réparés ou faisant l'objet d'un échange standard.

Elle permet ainsi de :

- Limiter la durée d'arrêt des installations,
- Limiter les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui en résultent,
- Limiter les risques encourus par les personnes, les installations ou les locaux (gel, incendie, interruption de distribution, inondation dans les sous-sols, fonctionnement hors tolérance, etc.).

Une opération de maintenance corrective peut être consécutive, entre autres, à :

- Une usure normale des matériels,
- Une casse accidentelle,
- Une fausse manœuvre ou une mauvaise manipulation des bénéficiaires,
- A une défectuosité de l'installation électrique ou résultant d'une qualité de fourniture de courant non conforme aux besoins de l'installation,
- Un cas de force majeure ou résultant de l'action de la foudre,
- Un dégât résultant de l'action du feu, de l'eau ou de chocs, poussières et salissures survenus dans la pièce abritant l'installation, sauf dans le cas où le dommage proviendrait du fait de salariés ou préposés du titulaire.

3.2 Prestations dues au titre de la maintenance corrective

Ces opérations de maintenance corrective comprennent, entre autres :

- La localisation de la défaillance ou de la dégradation et son diagnostic ;
- La remise en état des équipements et installations, par réparation (sur place ou en usine, etc.) ou remplacement de pièces et éléments devenus défectueux ;
- Le contrôle du bon fonctionnement qui peut entraîner une remise à niveau technologique des équipements ;
- La fourniture de pièces de rechange ;
- Les opérations de pose (coût de la main d'œuvre), vérifications et mises en service nécessitées par le remplacement des pièces.

Ces opérations répondent aux conditions de l'article [3.4](#) – établissement d'un devis par le titulaire.

Ces prestations sont rémunérées dans les conditions prévues à l'article 5.1.2 du C.C.A.P. – contenu des prix de la prestation de maintenance corrective donnant lieu à l'établissement d'un devis.

3.3 Horaires des interventions de maintenance corrective

Par dérogation à l'article 32.2.1 du C.C.A.G. / F.C.S., les interventions réalisées au titre de la maintenance corrective sont en priorité effectuées pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi inclus.

Sur demande du bénéficiaire, le titulaire peut être amené à intervenir pendant les heures de préparation de service de restauration (du lundi au vendredi de 7h00 à 14h00). Le titulaire est alors tenu de se conformer au port des équipements de protection que lui fournit le bénéficiaire.

Pour les opérations se déroulant en dehors des jours ouvrés, un devis sera émis conformément à l'article [3.4](#) – établissement d'un devis par le titulaire.

3.4 Etablissement d'un devis par le titulaire

Un devis est établi par le titulaire :

- Pour une intervention de maintenance corrective ;
- Pour les interventions en dehors des jours ouvrés.

Le devis est transmis au bénéficiaire pour validation ; celle-ci est matérialisée par l'émission d'un bon de commande (cf. article 6 du C.C.A.P. – bons de commande). Pour toute réparation de pièces d'un montant unitaire hors taxe supérieur à huit cents euros (800 € H.T.), le Crous se réserve la possibilité d'une mise en concurrence.

Dans le cas d'une situation d'urgence avérée, le titulaire doit obtenir l'accord par tout moyen écrit du bénéficiaire ou de son représentant avant toute intervention.

Tout devis émis par le titulaire doit comporter, entre autres, les informations suivantes :

- Jour(s) et plage(s) horaires d'intervention,
- Matériel(s) nécessitant l'intervention,
- Nature de l'intervention,
- Le cas échéant, désignation de la (des) pièce(s) détachée(s) fournie(s), dont le ou les prix sont inférieurs à l'unité à 150,00 € H.T.,
- Le prix public H.T. de la (des) pièce(s) détachée(s) fournie(s), si ce ou ces prix sont égaux ou supérieurs à l'unité à 150,00 € H.T.,
- Le cas échéant, la ou les remises appliquées,
- Le prix net H.T. de la (des) pièce(s) détachée(s) fournie(s), si ce ou ces prix sont égaux ou supérieurs à l'unité à 150,00 € H.T.,
- La durée de l'intervention,
- Le prix unitaire H.T. de la main d'œuvre,
- Le prix net H.T. de la main d'œuvre,

- Les frais de déplacement,
- Le prix total H.T.,
- Le montant de la T.V.A.,
- Le prix total T.T.C..

Sur demande du bénéficiaire, le titulaire doit être en mesure de justifier son tarif public de la pièce détachée fournie (ex. : extrait catalogue, facture de son fournisseur).

3.5 Délai

3.5.1 Délais d'intervention

Les délais impartis pour débiter une intervention de remise en service et de recherche de l'incident sont désignés par « délais d'intervention ».

Ce délai commence à courir dès la réception de la demande d'intervention par le titulaire. Il prend fin à la date et à l'heure de l'arrivée sur site du titulaire ou de son personnel dédié.

Les délais d'intervention maximum du titulaire figurent à l'annexe « Délais ».

Chaque demande d'intervention est consignée par le titulaire au moyen de son choix. Le document recense l'heure de la demande d'intervention et / ou de la réception du courriel de confirmation.

La copie de la demande d'intervention est à fournir avec chaque rapport de visite / d'intervention (cf. article [4.2.2](#)).

3.5.2 Délai d'indisponibilité

Le délai imparti au titulaire pour procéder aux réparations des installations défaillantes est désigné « délai d'indisponibilité ».

Par dérogation à l'article 14.2 du C.C.A.G. / F.C.S., ce délai est consécutif au délai d'intervention. Il commence à courir dès l'arrivée du personnel du titulaire sur le site. Il prend fin lors de la constatation de la remise en état de fonctionnement de l'installation défaillante, à titre palliatif ou curatif dans les locaux du bénéficiaire.

Les délais d'indisponibilité maximum (exprimés en heures ouvrés), en fonction du type de matériel à maintenir et du niveau de défaillance, figurent à l'annexe « Délais ».

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation de continuité du service de restauration.

S'il est constaté que l'installation redevient indisponible dans les 24 heures ouvrées suivant la fin de l'intervention du titulaire :

- Le délai d'indisponibilité recommence à courir dès la constatation initiale de l'indisponibilité,
- Le délai d'indisponibilité prend fin lors de la constatation de la remise en état de fonctionnement de l'installation défaillante, à titre palliatif ou curatif dans les locaux du bénéficiaire.

Lorsque le matériel est indisponible, le titulaire encourt des pénalités conformément aux dispositions de l'article 10.2 du C.C.A.P..

3.5.3 Niveaux de défaillance

Les niveaux de défaillance sont classifiés selon la typologie suivante :

Catégorie	Impact	Résultat
1	Majeur	Le service de l'installation a été (ou est) totalement interrompu.
2	Important	Le service de l'installation a été (ou est) partiellement interrompu.
3	Impact ponctuel	L'installation a connu (connaît) des défaillances sans impact sur le service
4	Sans impact	Sans objet.

Article 4 – MODALITES D'EXECUTION

4.1 Phase préalable à l'exécution

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire procède à une inspection commune des lieux de travail et à une analyse des risques.

Dans les trois (3) mois suivants au plus tard, le titulaire réalise un inventaire précis et un état des lieux des équipements à entretenir, des notices et documents existants ainsi que des pièces détachées nécessaires à la constitution de son stock. Il remet les documents y afférents et listés à l'article [4.2.1](#) – documents à remettre.

4.2 Documents à remettre

4.2.1 Durant la phase préalable à l'exécution

Le titulaire remet à l'acheteur, dans un délai maximum de trois (3) mois après la notification de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Inventaire précis des équipements à entretenir,
- Un état des lieux des installations existantes ainsi que leur identification,
- Des préconisations de remplacement de matériels,
- Un planning provisoire (détaillé par natures d'opérations) des visites de maintenance préventive.

Les préconisations apportées par le titulaire correspondent au minimum à de simples conseils de renouvellement des matériels en place :

- A titre préventif pour la durée de l'accord-cadre,
- En fonction de sa connaissance de la durée de vie estimée des matériels à maintenir,

- En vue de prévenir les conséquences des effets de la vétusté naturelle des matériels à maintenir.

4.2.2 Durant la phase d'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire remet, pour l'ensemble des prestations, les documents suivants :

Documents à remettre	Quand les remettre ?	Comment sont transmis les documents ?
Rapports de visites et d'interventions	Au plus tard, quarante-huit (48) heures après l'intervention	Sous format numérique exploitable (fichiers de type tableur et traitement de texte compatibles avec la version 2016 ou précédentes d'Excel et de Word)
Rapport annuel	Annuellement à terme échu	
Bilan de fin de marché	En fin de marché	

Que le titulaire mette ou non à disposition des bénéficiaires un accès web à sa GMAO, celui-ci se charge de transmettre l'ensemble des documents demandés en version numérique.

Le détail des documents à remettre lors de la phase d'exécution figure ci-après.

Rapports de visites et d'interventions

A l'issue de chaque visite ou intervention, le titulaire établit un rapport qu'il remet au bénéficiaire, sous quarante-huit (48) heures au plus tard, détaillant :

- La copie de la demande d'intervention,
- La liste des prestations détaillées (matériel, pièce, etc.) et des essais réalisés,
- Les résultats de ceux-ci,
- Les dates, heures de début et de fin des interventions.

Rapport annuel

Annuellement à terme échu, le titulaire présente un rapport détaillé des éléments suivants à l'acheteur :

- Visites de maintenance préventive effectuées,
- Interventions de maintenance corrective.

Pour chaque opération réalisée figurent les dates, heures, matériels concernés et détail de l'intervention.

De manière générale, le titulaire actualise la liste faisant état des matériels dont il assure l'entretien.

Ce rapport est adressé à la Direction de la Commande Publique.

Bilan de fin de marché

Le titulaire établit à la fin de l'accord-cadre un bilan détaillé de l'état des matériels dont il assure l'entretien.

4.3 Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO)

Dans le cas où le titulaire dispose d'une GMAO, il met à disposition des bénéficiaires et de l'acheteur un accès web à celle-ci.

Cet accès doit permettre d'accéder à l'ensemble des informations compilées, répertoriées et demandées ci-avant.

L'objectif est de simplifier et de garder trace des échanges entre le titulaire et le bénéficiaire.

Cette mise à disposition de cet ou ces accès web à la GMAO du titulaire n'entraîne aucun surcoût. Le titulaire garantit un accès en consultation pendant 3 mois minimum à l'issue du marché.

4.4 Provenance et qualité des fournitures

4.4.1 Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur. Le titulaire veille à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

4.4.2 Pièces détachées

Les pièces détachées mises en œuvre sont, sauf accord spécifique du bénéficiaire, des pièces neuves conformes aux spécifications du fabricant et adaptées aux matériels.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants d'origine ou compatibles 100 %.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Le coût des pièces détachées d'un montant unitaire inférieur à 150,000 € H.T. est compris dans le prix des prestations de l'accord-cadre et ne peut faire l'objet d'un coût supplémentaire.

Article 5 – CLAUSE DE REEXAMEN

5.1 Modifications et ajouts de prestation(s) en cours d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications et / ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir :

- soit à l'initiative du titulaire et / ou de l'acheteur afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique ou technologique desdits matériels et / ou prestations objet de l'accord-cadre,
- soit par le biais d'une évolution réglementaire et / ou normative applicables au présent accord-cadre ayant pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations.

Ces modifications et / ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale de l'accord-cadre.

En tout état de cause :

- la prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur à la prestation proposée initialement.
- la prestation ajoutée est conforme à l'objet de l'accord-cadre et en lien direct (déclinaison ou option) avec la prestation de l'accord-cadre et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

5.2 Remplacement de matériels par l'acheteur

Des modifications de matériels et équipements peuvent survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre, notamment en cas de nécessité de remplacement de matériel.

Le titulaire ne peut invoquer ces modifications / ces remplacements pour justifier d'une augmentation de ses prix ou d'un quelconque surcoût éventuel.

A titre d'information, il est prévu de changer les matériels de laverie du restaurant Mont Houy 2 en 2025.

5.3 Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout à l'initiative du titulaire

Le titulaire est tenu de soumettre à l'acheteur un dossier motivé au plus tard deux (2) mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et / ou fonctionnels des liens directs entre la prestation modifiée / ajoutée et la prestation présente à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques de la prestation ajoutée ou modifiée,
- La documentation technique de la prestation ajoutée ou modifiée,
- Les justificatifs tarifaires,
- La D.P.G.F. mise à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout.

Pour toute modification / ajout, le titulaire complète, l'état des lieux initial.

5.4 Modalités de mise en œuvre de la modification / du remplacement à l'initiative de l'acheteur

L'acheteur informe le titulaire de ces modifications par écrit en précisant la désignation de l'installation ou des installations concernée(s).

Pour toute modification / remplacement, le titulaire complète, l'état des lieux initial.

Article 6 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Liste non exhaustive des dérogations applicables :

Articles du C.C.T.P.	Articles du C.C.A.G. auxquels il est fait dérogations
2.3 « Horaires des interventions de maintenance préventive et fréquence »	32.2.1
3.3 « Horaires des interventions de maintenance corrective »	32.2.1
3.5 « Délai »	14.2